



STOPPONS-LES !

Toutes et tous en grève

et en manifestation le 2 octobre

ADRESSE DU CONSEIL NATIONAL — MONTREUIL, LE 25 SEPTEMBRE 2025

RÉUNIES en Conseil national, les organisations de l'Union fédérale des syndicats de l'État CGT se félicitent de l'inscription massive des agent-es public-ques dans les processus de mobilisation des 10 et 18 septembre 2025.

Contrairement aux affirmations du patronat, plus particulièrement du MEDEF, et de celles et ceux qui gouvernent sans aucune légitimité : **de l'argent, il y en a !**

L'urgence est à la réappropriation des richesses produites par le monde du travail.

Chaque année, au moins 211 milliards d'euros sont alloués aux entreprises sans contreparties, ni évaluation, ni contrôle ; des dizaines de milliards d'euros sont dilapidés au titre des exonérations, allègements d'impôts et de cotisations sociales. La CGT considère que l'argent public n'a pas à financer l'actionnariat et se félicite d'avoir œuvré à porter dans le débat national la question de la justice fiscale, sociale et environnementale. L'argent public ne doit pas non plus servir à financer une marche à la guerre. L'UFSE-CGT propose une plus juste contribution des plus riches et une autre utilisation au service des citoyens.

Ainsi, cet argent doit servir à :

- Abroger la contre-réforme des régimes de retraite, rétablir les droits à la retraite à 60 ans, un droit au départ anticipé pour celles et ceux qui exercent des missions et des travaux pénibles, une sécurité et une protection sociales répondant aux besoins, un droit à l'emploi et à l'indemnisation des périodes de chômage pour les privé-es d'emploi ;

- Augmenter les salaires, les traitements, les retraites, les pensions et les minima sociaux, ce qui passe par le dégel immédiat du point d'indice, le rattrapage des pertes antérieures et son indexation sur l'inflation ;

- Imposer l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes ;

- Construire des lois de finances et de financement de la Sécurité sociale sur d'autres bases, au bénéfice des services publics et de la fonction publique, en abandonnant définitivement le budget Bayrou/Lecornu et l'ensemble de ses mesures régressives ;

- Adopter une loi de programmation budgétaire au service du développement des territoires d'Outre-mer et de la satisfaction des besoins des populations ultramarines ;

- Investir dans les moyens et les ressources alloués aux

agent-es public-ques pour réaliser leur travail dans de bonnes conditions ;

- Mettre en place un plan massif de recrutements d'agent-es public-ques et titulariser les non-titulaires sans condition de nationalité ;

- Réinternaliser les missions publiques dans les ministères, et non pas supprimer ou fusionner les opérateurs et les agences de l'État.

Serviteurs zélés du patronat et du capital, la Macronie et ses gouvernements successifs, soutenus par l'extrême droite, méprisent le monde du travail et s'obstinent à ne pas répondre aux revendications qu'il porte. Ils n'hésitent pas à avoir recours à la violence, à l'instar de la répression qu'a subie la jeunesse dans le cadre de cette mobilisation.

Dans un tel contexte, l'Union fédérale des syndicats de l'État CGT considère qu'il faut généraliser la grève. Elle appelle les agent-es public-ques à :

- Se mettre en grève et manifester le 2 octobre 2025 à l'appel de l'intersyndicale ;

- Se réunir en assemblées générales, dans l'unité syndicale la plus large, pour organiser la riposte, débattre et décider de la grève, du blocage des activités, de la reconduction du processus de mobilisations pour l'inscrire dans la durée.

D'ores et déjà, l'UFSE-CGT apporte son soutien à toutes les mobilisations en cours, celles :

- ▷ De la jeunesse ;

- ▷ Du 28 septembre, journée de lutte pour l'IVG et journée de la marche climat ;

- ▷ Du 9 octobre dans les secteurs de la santé, du social, de la Sécurité sociale, des services publics territoriaux et dans les services d'insertion et de probation du ministère de la Justice, à laquelle l'UFSE-CGT appelle.

ILS S'ARRÊTERONT LÀ

OÙ ON LES ARRÊTERA !